



Les mots ne suffisent plus – il faut passer aux actes

Le renforcement des soins de base fait l'objet d'un consensus politique depuis des années. Il est inscrit dans la Constitution fédérale, confirmé dans des messages, décrit dans des plans directeurs et confirmé dans d'innombrables interventions. Rares sont les dossiers de politique de la santé qui peuvent se passer de l'engagement en faveur de la médecine de famille et de l'enfance. Mais les convictions ne suffisent pas à garantir les soins.

Avec TARDOC, une étape importante de la réforme a été franchie. Dans le même temps, on voit déjà à quel point la revalorisation des soins de base souhaitée par les politiques est fragile si elle n'est pas systématiquement protégée dans la mise en œuvre technique. En ce qui concerne le programme d'allègement 2027, les fonds nécessaires à la création de places supplémentaires urgemment nécessaire dans les études de médecine risquent d'être supprimés, et ce, malgré des problèmes de relève largement reconnus. Quant à l'Agenda Soins de base, nous disposons d'un rapport élaboré avec engagement. Il s'agit maintenant de décider s'il en découlera des mesu-

res contraignantes avec un financement et un calendrier clair.

La volonté du peuple est claire. 88 % ont approuvé la base constitutionnelle pour la médecine de famille. Le Parlement a réaffirmé à plusieurs reprises la nécessité de renforcer les soins de base. Ce mandat politique est clair.

Nous avons maintenant besoin de politiciennes et de politiciens qui ne se contentent pas de citer ce mandat, mais qui l'imposent. Qui soient attentifs aux ordonnances, aux questions de financement et aux mécanismes de pilotage. Qui exigent que la neutralité

des coûts ne se transforme pas en neutralisation des objectifs politiques. Qui garantissent que les mesures d'encouragement décidées ne soient pas à nouveau noyées dans le prochain train de mesures d'économie. Et qui contrôlent la mise en œuvre – systématiquement et au-delà des législatures.

Les soins de base ne sont pas un sujet secondaire. Ils sont l'épine dorsale de notre système de santé et la condition sine qua non de la sécurité des soins, de la qualité et de l'efficacité. Ils résolvent plus de **90 %** des problèmes de santé au cabinet et ne repré-

sente pas **10 %** des coûts de santé. Pour les renforcer, il faut veiller à ce que les promesses politiques se traduisent par des mesures concrètes, efficaces et financées durablement.

Les bases sont posées. La volonté est formulée. Il s'agit maintenant de décider si cela deviendra réalité.

Monika Reber et Sébastien Jotterand
Co-présidence mfe